

Inauguration du projet d'adduction d'eau à Kiffa

# Les contours d'une visite

Kiffa à son eau. Et c'est l'essentiel. Deux ans après avoir posé la première pierre pour l'adduction de l'eau pour la capitale régionale de l'Assaba, le président Ould Taya revient, ce 15 juillet 2004, consacrer officiellement l'exécution de ce projet. A l'instar des autres capitales régionales du pays, et de certaines moughataas, les habitants de Kiffa n'auront désormais qu'à ouvrir le robinet pour voir couler "une eau propre et saine", comme le mentionne la plupart des banderoles qui parsèment les principales artères de la ville. Cette œuvre, réalisée avec l'appui de la coopération japonaise, est on ne peut plus importante pour chef lieu de l'Assaba.

Les populations ont accueilli et applaudi le président et, ... "une hécatombe animalière" a été consciencieusement exécutée. Camelins, bovins et ovins, des centaines de ces pauvres bêtes ont été passées au four... Quelque chose entre grande bouffe et massacre festif.

Mais à écouter le discours du président, on a l'impression que l'inauguration ne fut qu'une mise en scène, un décor en trompe-l'œil, destiné à faire passer, dans la douceur, des messages beaucoup plus graves.



Suite page 3

# Les contours d'une visite

Suite de Une

Défaillance de l'administration, risque d'explosion sociale, tentative de déstabilisation en provenance de l'étranger, alphabétisation ratée, paresse chez les Mauritaniens et sous information des plus hautes sphères de l'État, tels furent les maîtres mots de son discours, le tout sur fond d'un retour en force des ensembles tribaux (qui n'ont jamais véritablement disparu) dans la scène politique, surtout sous "l'ère démocratique".

## "Le président rend compte"

Dans son discours, le président a, comme à son habitude, insisté sur la nécessité de s'instruire pour que "le peuple se libère du joug de l'ignorance, facteur de sous développement et de tous les handicaps pour un avenir meilleur". Le président a également évoqué la "léthargie au niveau de l'appareil administratif, qui ne satisferait toujours pas les besoins du citoyen", et a promis des progrès dans ce sens. Mais ce qui aura surtout retenu l'attention de l'assistance, c'est cette nouvelle volonté du président "d'associer les citoyens dans la gestion des affaires". Celle-ci découle du fait qu'au sommet de l'état, dit Ould Taya, "il y a un problème de rétention de l'information, par ce que, des fois, je ne suis au courant d'un événement que trois ans après qu'il ait eu lieu".

L'occasion pour lui de rappeler, "que le pays a trôlé par deux fois l'année dernière le spectre de guerre civile"; allusion, disent les analystes, à la question des islamistes et/ou à l'affaire Ould Haïdalla et au putsch du 08 juin 2003.

## "Un président sous informé"

Par ailleurs le président a fait allusion à la volonté de certains individus de mauvaise foi, qui tentent de déstabiliser le pays à partir de l'étranger. Une sortie qui pourrait viser les signataires de la toute nouvelle "Alliance Patriotique", qui promettent d'abattre le régime. L'autre volet du discours de Ould Taya, a été consacré aux "énormes richesses dont dispose le pays et qui doivent être exploitées de manière efficiente afin que le peuple mauritanien en tire le meilleur profit". Mais, pour ce faire, "les Mauritaniens doivent se départir de leurs mauvaises habitudes que sont la paresse et le refus du travail, sinon, ils deviendront étrangers dans leur propre pays, et verront les autres tirer profit des richesses de la Mauritanie".

La visite du président a été fortement marquée par l'empreinte tribale, dont notamment les Ehl Sidi Mahmoud, les Idewich (Ch'ratit) et Tejekaant... et autres groupes sociaux demeurés jusque-là silencieux. Les tendances politiques ont également resurgi des méandres de la dernière présidentielle. Aussi, Khadima, vieux quartier de Kiffa et qui serait demeuré jusque-là fief de Mohamed Salem Ould Merzoug, Haut Commissaire de l'OMVS, a subi les vagues d'une protestation interne. (voir encadré).

Rien que pour la ville de Guérou, le hakem a confectionné une liste de quatre tendances, dont les deux plus anciennes sont celle des partisans de Mohamed Abderrahmane Ould Moïne, le sénateur de la moughataa et celle de Mohamed Lemine Salem Ould Dah, ambassadeur au

## La Khadima se rebelle

Rien ne va plus entre les cadres ressortissant du vieux quartier Khadima de Kiffa. Tout remonte au mois de juin dernier, quand, en marge des journées régionales du livre, certains cadres, dont notamment Cheikhna Sanokho, l'actuel Inspecteur Général de l'éducation nationale, a ouvert une bibliothèque et organisé une réunion des cadres destinée à mettre sur pied un cadre de concertation pour mieux appréhender les difficultés du quartier et assurer une coordination des efforts en vue de faire face à ces difficultés. L'inspecteur général est alors désigné président de l'initiative, qui se dote d'un siège pour abriter ses réunions. De retour au terroir, à l'occasion de la visite du président, Mohamed Salem Ould Merzoug, Haut Commissaire de l'OMVS, voit cette initiative d'un mauvais œil, et estime qu'elle vise à le détrôner. Ses acolytes boycottent les réunions de l'initiative parce que, disent certains d'entre eux, "ils n'y ont pas été conviés dès le départ. Une ultime tentative de réconciliation est alors entreprise à la veille de l'arrivée du président, mais ce fut un échec. Le haut commissaire, visiblement mis en minorité, craque et profère des insultes à l'encontre de Cheikhna Sanokho et d'un vieux notable du quartier. En réalité, les problèmes au sein du groupe commence quand l'actuel Premier Ministre (dont les relations avec Ould Merzoug sont peu amènes) a dépêché sur les lieux un certain Baguily Ould Lagdaf pour monter une cellule politique avec certains cadres de la ville, initiative visiblement destinée à mettre à mal Ould Merzoug.

Qatar. De plus, l'organisation a été totalement, et de façon médiocre, assurée par le wali et les représentants des différentes tendances politiques locales. Les cadres n'y ont pas été associés, à la différence de ce qui se faisait du temps du wali précédent, Mohamed Ould Boïli, qui mettait tous les ressortissants de la wilaya à contribution pour éviter les susceptibilités des uns et des autres.

Si Kiffa n'est plus assoiffée -pour combien de temps encore- ses cadres eux, ont certainement besoin de plus de civisme dans leur approche de la notion de l'État moderne, qui ne doit pas se résumer en une entité sous l'emprise archaïque de groupes tribaux dont les comportements primitifs compromettent tout effort de modernisation de la chose publique.